

04 -07- 2000

20 -07-2000

N°

55.354 / 00/3.19.01

**Convention collective de travail du 26 juin 2000 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les établissements et services ressortissant à la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande (319.01)  
(Maribel social 4)**

## CHAPITRE 1<sup>ER</sup>: CADRE JURIDIQUE

### Article 1<sup>er</sup>

La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et des arrêtés royaux des 5 février 1997, 16 avril et suivants, portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

La présente convention collective de travail est conclue compte tenu de l'arrêté royal du 8 juin 2000<sup>1</sup> et vu l'urgence de traduire l'augmentation de la dotation de réductions de cotisations octroyée par l'arrêté ministériel du 8 juin 2000<sup>2</sup>.

## CHAPITRE II: CHAMP D'APPLICATION

### Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements ressortissant à la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

## CHAPITRE III: DÉFINITIONS

### Article 3

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Par parties, on entend les organisations d'employeurs et de travailleurs qui ont conclu la présente convention et les employeurs et les travailleurs qui seront liés par sa force obligatoire.

Par secteur, on entend le secteur visé à l'article 2 de la présente convention.

Par arrêté royal, on entend l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, l'arrêté royal du 16 avril 1998 et suivants relatifs à ce sujet.

---

<sup>1</sup> Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 février 1997 fixant le montant trimestriel de la réduction forfaitaire de cotisations dans le secteur non marchand.

<sup>2</sup> Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 4 mai 1999 fixant les modalités de versement de la réduction forfaitaire visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, aux fonds sectoriels du secteur non marchand privé.

Par ministres **compétents**, on entend le Ministre fédéral de l'Emploi et du Travail et le Ministre fédéral des Affaires sociales et le Ministre flamand ayant la Famille et le Bien-être dans ses compétences.

Par **établissement**, on entend l'établissement auquel le Fonds Maribel a notifié l'octroi d'acquérir des moyens financiers supplémentaires en vue de la promotion de l'emploi.

Par Fonds Maribel, on entend le *Sectoraal Fonds sociale Maribel voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap* (319.01).

#### CHAPITRE IV: RÉDUCTIONS COTISATION ONSS PATRONALE

##### *Article 4*

Conformément à l'arrêté royal et aux dispositions de la présente convention collective de travail, le secteur peut bénéficier d'une réduction forfaitaire des cotisations patronales à la sécurité sociale.

##### *Article 5*

Le produit global de la réduction des cotisations s'élève, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2000, à: 1 875 F par travailleur donnant droit par trimestre, soit 7 500 F annuellement.

La montant global des réductions de cotisations par travailleur ayant droit s'élève ainsi à 11 625 F par trimestre, soit 46 500 F annuellement.

Conformément à l'arrêté ministériel du 8 juin 2000, la dotation de l'O.N.S.S. au *Sectoraal Fonds sociale Maribel voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap* revient à 610 661 250 F pour le deuxième semestre de l'année 2000.

#### CHAPITRE V: NOMBRE DE TRAVAILLEURS SUBVENTIONNÉS/NON SUBVENTIONNÉS

##### *Article 6*

En principe, dans le champ d'application de la présente convention collective de travail il n'y a pas de travailleurs occupés pour lesquels aucun **subventionnement** n'est perçu.

#### CHAPITRE VI: ENGAGEMENT EN MATIÈRE D'EMPLOI

##### *Article 7*

Le secteur s'engage à utiliser le produit de la réduction forfaitaire des cotisations patronales pour l'**accroissement** net du volume de l'emploi régulier.

##### *Article 8*

En exécution de l'article 7 de l'emploi régulier sera réalisé au plus tard le 30 juin 1999 à un coût salarial brut moyen annuel de 1 272 000 F (ce montant est automatiquement adapté en cas de modification par arrêté royal). Par coût **salarial** brut, on entend les salaires bruts correspondant avec les échelles barémiques

conventionnelles sectorielles et les conditions salariales pour les fonctions exercées, majorées des cotisations patronales à la sécurité sociale.

#### *Article 9*

L'accroissement de l'emploi régulier doit être réalisé au niveau de l'ensemble des maisons d'éducation et d'hébergement qui se sont vu octroyer des moyens financiers supplémentaires pour l'emploi.

Chaque entreprise s'engage à utiliser intégralement les moyens mis à leur disposition pour créer de l'emploi régulier.

#### *Article 10*

Les travailleurs visés à l'article 4, § 2 de l'arrêté royal ne sont pas considérés comme des travailleurs nouvellement engagés.

### CHAPITRE VII: PERCEPTION ET AFFECTATION

#### *Article 11*

Le Fonds Maribel reçoit le produit des réductions des cotisations par l'intermédiaire de l'O.N.S.S. Le Fonds Maribel est chargé de l'attribution des emplois supplémentaires suivant les modalités déterminées par convention collective de travail au sein de la Sous-commission paritaire et selon les modalités d'exécution décidées par le Fonds.

### CHAPITRE VIII: GARANTIES CONCERNANT L'UTILISATION DE LA RÉDUCTION DES COTISATIONS ONSS EN FAVEUR DE L'EMPLOI

#### *Article 12*

En exécution de l'arrêté royal, chaque employeur transmettra tous les six mois un rapport au Fonds Maribel, selon le modèle rédigé par le Fonds.

L'institution s'engage à fournir toutes les données, relatives à l'emploi dans le cadre du Maribel social, demandées par le Fonds.

#### *Article 13*

Le rapport doit être transmis au plus tard à la date fixée par le Fonds. Il doit être attesté par l'employeur et par tous les membres du Conseil d'entreprise, ou à défaut, par les membres de la délégation syndicale. Les membres reçoivent un exemplaire du rapport au moins 14 jours avant l'attestation.

Ils peuvent obtenir tous les renseignements nécessaires pour une bonne compréhension de l'emploi Maribel social dans l'institution.

#### *Article 14*

Si des fonds sont reçus auxquels ne correspond pas de l'emploi conformément à l'octroi, ou pour lesquels les renseignements et/ou documents nécessaires ne peuvent pas être présentés, ces fonds seront réclamés ou les moyens à recevoir seront minorés d'autant.

### *Article 15*

Le Fonds social rédige tous les six mois un rapport global qui est transmis au président de la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande. Le président le transmettra au Ministre de l'Emploi et du Travail ainsi qu'au Ministre des Affaires sociales et au Ministre flamand ayant la Famille et le Bien-être dans ses compétences.

## CHAPITRE IX: PERSONNEL À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL

### *Article 16*

En ce qui concerne la répartition entre les travailleurs à temps plein et les travailleurs à temps **partiel**, le secteur a rempli les obligations étant donné qu'il compte en moyenne plus de 40 % de travailleurs à temps partiel.

## CHAPITRE X: CALENDRIER CONCERNANT LA RÉALISATION DE L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE

### *Article 17*

Le secteur s'engage à réaliser 100 % de l'accroissement de l'emploi régulier 31 décembre 2000.

Le calendrier peut être adapté par le Fonds Maribel si le Fonds Maribel ne dispose pas à temps des moyens financiers nécessaires.

## CHAPITRE XI: MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE

### *Article 18*

Lors des **embauches**, la priorité sera donnée à la destination prévue par le convention collective de travail.

### *Article 19*

Les fonctions qui entrent en ligne de compte pour l'engagement supplémentaire, rémunérées suivant les barèmes et conditions en vigueur, appartiennent aux catégories de fonctions fixées dans les conventions collectives de travail en vigueur concernant les conditions de rémunération.

### *Article 20*

Une concertation aura lieu au niveau des établissements, au sein du Conseil d'entreprise, ou à défaut, avec la délégation syndicale, pour déterminer dans quels services et fonctions il faut réaliser l'emploi supplémentaire et quelles seront les conditions de travail. Au cas où cette discussion ne mènerait pas à un accord, les représentants des travailleurs peuvent faire appel aux secrétaires syndicaux régionaux.

Le dossier doit être accompagné d'une copie du rapport de la discussion susmentionnée.

*Article 21*

En cas de constatation d'un défaut d'accord, le Fonds Maribel déterminera l'attribution des moyens à sa disposition.

## CHAPITRE XII: ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

*Article 22*

La présente convention collective de travail entre en vigueur en date du 1<sup>er</sup> juillet 2000 et est conclue pour une durée indéterminée. Chacune des parties peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au président de la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.



04 -07- 2000

20 -07-2000

55.354 / 00/319.01 <sup>64</sup>

**Collectieve arbeidsovereenkomst** Van 26 juni 2000 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de Opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap (319.01),  
(sociale maribel 4)

#### HOOFDSTUK I : JURIDISCH KADER

**Artikel 1** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 op de collectieve arbeidsovereenkomsten en de Paritaire Comités en het Koninklijk Besluit van 5 februari 1997, 16 april 1998 en volgende, houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten, rekening houdend met het Koninklijk Besluit van 8 juni 2000 (1) en gelet op de dringende noodzakelijkheid om de door het Ministerieel Besluit van 8 juni 2000 (2) toegekende verhoging van de dotatie van bijdrageverminderingen door middel van deze collectieve arbeidsovereenkomst om te zetten in bijkomende tewerkstelling in de sector.

#### HOOFDSTUK II : TOEPASSINGSGBIED

**Artikel 2** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de Opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK III : OMSCHRIJVINGEN

**Artikel 3** - Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklie-den- en bediendepersoneel.

Onder partijen wordt verstaan de werkgevers- en de werknemersorganisaties die deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben gesloten en de werkgevers en de werknemers die door de algemeen verbindend verklaring ervan zullen gebonden zijn.

Onder sector wordt verstaan de sector als bedoeld in artikel 2 van deze overeenkomst.

Onder koninklijk besluit wordt verstaan het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, het koninklijk besluit van 16 april 1998 en volgende met betrekking tot dit onderwerp.

(1): Koninklijk Besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 tot bepaling van het kwartaalbedrag van de forfaitaire bijdragevermindering in de non-profit sector.

(2): Ministerieel Besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 mei 1999 tot bepaling van de modaliteiten van de storting van de forfaitaire vermindering, bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, aan de sectorale fondsen van de privé non-profit sector

C4

Onder bevoegde Ministers wordt verstaan de Fédérale Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de Minister van Sociale Zaken en de Vlaamse Minister van Gezin en Welzijn.

Onder instelling wordt verstaan de instelling welke van het Maribelfonds een toekenning betekend krijgt om bijkomende financiële middelen te verwerven met het oog op de bevordering van de tewerkstelling.

Onder Maribelfonds wordt verstaan het "Sectoraal Fonds Sociale Maribel voor de Opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap" (319.01).

#### **HOOFDSTUK IV : PATRONALE RSZ-BJDRAGEVERMINDERINGEN**

**Artikel 4** - Overeenkomstig het koninklijk besluit en conform de beschikkingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst kan de sector genieten van een forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdragen in de Sociale Zekerheid.

**Artikel 5** - De verhoging van de bijdrageverminderingen vanaf 1 juli 2000 bedraagt:

1.875 BEF per rechtgevende werknemer per kwartaal, zijnde 7.500 BEF op jaarbasis.

Het globale bedrag van de bijdrageverminderingen per rechtgevende werknemer bedraagt aldus 11.625 BEF per kwartaal, zijnde 46.500 BEF op jaarbasis.

Overeenkomstig het Ministerieel Besluit van 8 juni 2000 komt de dotatie van de RSZ aan het Fonds Sociale Maribel voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap overeen met 610.661.250 BEF voor het tweede semester van het jaar 2000.

#### **HOOFDSTUK V : AANTAL GESUBSIDIEERDE/ NIET-GESUBSIDIEERDE WERKNEMERS**

**Artikel 6** - Binnen het toepassingsgebied van deze CAO worden in principe geen werknemers tewerkgesteld waarvoor geen subsidiëring ontvangen wordt.

#### **HOOFDSTUK VI : VERBINTENIS INZAKE TEWERKSTELLING**

**Artikel 7** - De sector verbindt er zich toe de opbrengsten van de forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdragen aan te wenden voor de aangroei van de régulière tewerkstelling.

**Artikel 8** - In uitvoering van artikel 7 zal régulière tewerkstelling gerealiseerd worden aan een maximale bruto-jaarloonkost van 1.272.000 BEF (dit bedrag wordt automatisch aangepast indien het wijzigt bij koninklijk besluit). Als brutoloonkost wordt verstaan: de bruto lonen overeenstemmend met de sectorale conventionele baremieke loonschalen en loonvoorwaarden voor de uitgeoefende functies, verhoogd met de patronale bijdragen aan de Sociale Zekerheid.

**Artikel 9** - De aangroei van de régulière tewerkstelling dient gerealiseerd te worden voor het geheel van de instellingen en diensten die bijkomende financiële middelen voor tewerkstelling toegekend hebben gekregen.

Elke onderneming verbindt er zich toe de ter beschikking gestelde middelen integraal om te zetten in régulière tewerkstelling.

C<sub>17</sub>

**Artikel 10** - De werknemers bedoeld in artikel 4 §2 van het Koninklijk Besluit worden niet beschouwd als nieuw aangeworven werknemers.

#### **HOOFDSTUK VII: INNING EN TOEWIJZING.**

**Artikel 11** - Het Maribelfonds ontvangt via de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de opbrengsten van de bijdrageverminderingen. Het Maribelfonds wordt belast met de toewijzing van de bijkomende arbeidsplaatsen volgens de modaliteiten bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst in het bevoegd Paritair Subcomité en volgens de uitvoeringsmodaliteiten beslist door het Fonds.

#### **HOOFDSTUK VIII : WAARBORGEN VOOR DE AANWENDING VAN DE RSZ-BIJDRAGEVERMINDERINGEN TEN VOORDELE VAN DE TEWERKSTELLING.**

**Artikel 12** - In uitvoering van het koninklijk besluit zal elke werkgever om de zes maanden een verslag bezorgen aan het Maribelfonds, volgens het door het Fonds opgestelde model.

De instelling verbindt er zich toe alle gegevens in verband met de sociale maribeltewerkstelling, die door het Fonds worden opgevraagd, te verstrekken.

**Artikel 13** - Het verslag moet ten laatste op de door het Fonds gestelde datum worden terugbezorgd. Het dient geattesteerd te zijn door de werkgever en door alle leden van de Ondernemingsraad, of bij ontstentenis door alle leden van de syndicale afvaardiging. De leden ontvangen minstens 14 dagen voor de attestatie een exemplaar van het verslag.

Zij kunnen alle inlichtingen verkrijgen om een goed begrip van de sociale maribeltewerkstelling in de instelling mogelijk te maken.

**Artikel 14** - Indien gelden zouden ontvangen zijn waar geen tewerkstelling tegenover staat overeenkomstig de toekenning, of waarvoor niet de noodzakelijke inlichtingen en/of bewijsstukken voorgelegd worden, zullen de gelden teruggevorderd worden of in mindering gebracht worden van te ontvangen middelen.

**Artikel 15** - Het Maribelfonds stelt zesmaandelijks een globaal verslag op dat aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité van de Opvoedings- en huisvestingsinrichtingen wordt bezorgd. De Voorzitter bezorgt het aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de Minister van Sociale Zaken en de Vlaamse Minister van Gezin en Welzijn.

#### **HOOFDSTUK IX : VOLTIJDS EN DEELTIJDS PERSONEEL.**

**Artikel 16** - Wat de indeling van voltijds en deeltijds tewerkgestelde werknemers betreft heeft de sector voldaan aan de verplichtingen gezien deze gemiddeld meer dan 40% deeltijdse werknemers telt.

#### **HOOFDSTUK X : KALENDER VOOR DE VERWEZENLIJKING VAN DE BIJKOMENDE TEWERKSTELLING.**

**Artikel 17** - De sector verbindt er zich toe 100% van de aangroei van de régulière tewerkstelling te realiseren op 31 december 2000.

De kalender kan aangepast worden door het Maribelfonds indien het Maribelfonds niet tijdig over de nodige financiële middelen beschikt.



## HOOFDSTUK XI : MODALITEITEN VAN TOEWIJZING VAN DE BIJKOMENDE TEWERKSTELLING

**Artikel 18** - Bij de aanwervingen zal uitvoering worden gegeven aan de bestemming die door de sociale partners bij collectieve arbeidsovereenkomst is overeengekomen.

**Artikel 19** - De functies die in aanmerking komen voor de bijkomende aanwervingen, vergoed volgens de vigerende baremieke loonschalen en voorwaarden, behoren tot de functiecategorieën zoals bepaald in de geldende collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de loonvoorwaarden.

**Artikel 20** - Er wordt een overleg op instellingsniveau gevoerd in de ondernemingsraad, of bij ontstentenis met de syndicale afvaardiging, om te bepalen in welke diensten en functies de bijkomende tewerkstelling moet ingevuld worden en onder welke arbeidsvoorwaarden dit zal gebeuren. Indien deze bespreking niet leidt tot een akkoord, kan door de werknemersvertegenwoordigers beroep gedaan worden op de regionale vakbondssecretarissen. Het dossier moet vergezeld zijn van een kopie van het verslag van voornoemde bespreking.

**Artikel 21** - Bij vaststelling van gebreke aan akkoord zal het Maribelfonds de toewijzing van de ter beschikking staande middelen bepalen.

## HOOFDSTUK XII : INWERKINGTREDING EN DUURTIJD

**Artikel 22** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2000 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen mits een opzegging van zes maanden betekend bij aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de Opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap.